



Munich Personal RePEc Archive

## **Will the UEMOA survive the rise of anti-French sentiment in West Africa?**

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

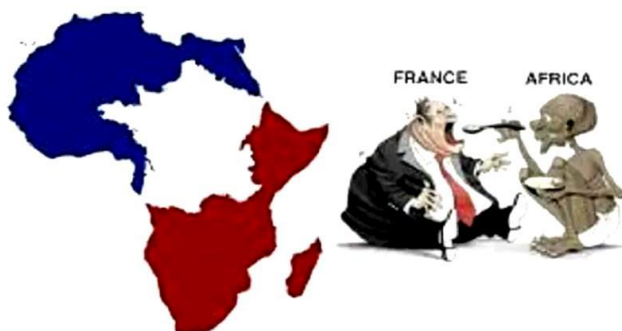
22 August 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/118358/>  
MPRA Paper No. 118358, posted 23 Aug 2023 11:54 UTC

# L'UEMOA, survivra-t-elle à la montée du sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest ?

Dirk Kohnert <sup>1</sup>

*Le nouveau programme de partenariat de Franc ?*



Source: © Relations France – Afrique | [Infog E Web](#), Amouzou, 2017, 16 février 2017

**Résumé :** L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a été créée par la France pour contrer la domination des pays anglophones d'Afrique de l'Ouest, en particulier le Nigeria et le Ghana, sur l'Afrique de l'Ouest francophone. La francophonie en Afrique occidentale française est principalement dirigée par une élite au pouvoir, le « Pré Quarré » en France et en Afrique. Le tristement célèbre réseau Françafrique a déterminé le destin de la région pendant des décennies. Cela a provoqué un sentiment anti-français croissant, qui s'est concentré sur trois points. Premièrement, la politique de développement ; deuxièmement, la monnaie ; et troisièmement, l'armée. La France était le seul pays occidental à maintenir une présence militaire significative au Sahel. Alors que le nombre de soldats français a chuté drastiquement de 30 000 au début des années 1960 à environ 6 100 aujourd'hui, l'interventionnisme politique et militaire n'a pas faibli. Mais, après tant d'années d'efforts militaires infructueux contre le terrorisme dans la région, les citoyens sont devenus de plus en plus méfiants à l'égard des motifs de la présence française. Cependant, une distinction claire doit être faite entre le sentiment anti-français et la présence militaire anti-française. Beaucoup pensent que toute présence de troupes étrangères au Sahel aggrave la situation en attirant plutôt qu'en repoussant les extrémistes. Pourtant, ce point de vue occulte deux réalités importantes. Premièrement, le développement d'un mouvement autoritaire plus large, mené en partie par la Russie, qui défie la démocratie et ses partisans. La population locale fait de la France le bouc émissaire de l'aggravation de leur situation sur le terrain. Ses dirigeants politiques capitalisent sur l'hostilité à l'héritage colonial, notamment le franc CFA et la coopération militaire. C'est un terrain fertile pour les responsables militaires insurgés, qui n'ont aucune légitimité légale mais une soif d'authenticité. Le slogan « France, dégage » est devenu un nouveau moyen de légitimation du pouvoir politique et militaire en Afrique francophone. Cependant, pour certains autocrates, il est également utilisé comme une distraction bienvenue pour ne pas reconnaître leur propre responsabilité dans la situation difficile. Les Africains prennent de plus en plus conscience que la France reste en Afrique pour ses propres intérêts. Mais anti-français n'est pas forcément putschiste. L'axe des jeunes chefs militaires fougueux, cherchant la légitimité de leurs compatriotes terrorisés, a exploité toutes sortes de sentiments populistes, de l'africanisme à la quête d'indépendance économique. Ils ont accusé Paris de soutenir les terroristes qui ciblent la population locale afin que la France puisse continuer à siphonner leurs ressources et ainsi plonger le pays dans une pauvreté croissante. Ce serait une erreur de penser que faire comprendre aux Africains qu'ils sont manipulés par les Russes mettrait fin à tout cela. Néanmoins, les poids lourds africains que sont l'UEMOA, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, ainsi que les autres États membres, maintiendront l'Union unie par intérêt personnel, quoique dans des conditions plus équitables. L'opinion publique africaine est - et c'est compréhensible - extrêmement sensible à être traitée sur un pied d'égalité. Ils ne veulent pas être sermonnés ou moqués.

**Mots-clés :** [Françafrique](#), [UEMOA](#), [CEDEAO](#), [Sentiment anti-français](#), [Africanismes](#), [coup d'État](#), [gouvernance](#), [développement durable](#), [post-colonialisme](#), [secteur informel](#), [Franc CFA](#), [APD](#), [Afrique subsaharienne](#), [Afrique de l'Ouest](#), [Mali](#), [Burkina Faso](#), [Niger](#), [Guinée](#), [Nigeria](#), [Études africaines](#)

**JEL-Code:** F15, F35, F51, F52, F54, H12, H56, K42, L13, L72, N17, N47, Z13

<sup>1</sup> Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 21 août 2023

## 1. Introduction : Bref historique de l'UEMOA

### Caricature 2: '[Françafrique](#)'



Source: © [Abdelghani Dahdouh](#) <sup>2</sup>

L'Union économique et monétaire ouest-africaine ([UEMOA](#); West African Economic and Monetary Union ([WAEMU](#)), en Anglais) a été créée le 10 janvier 1994 à [Ouagadougou](#) ([Burkina Faso](#)), siège de l'organisation. Il était inextricablement lié à la tentative de la [France](#) de maintenir des liens économiques et politiques particuliers avec ses anciennes colonies et d'empêcher la domination redoutée de [l'Afrique de l'Ouest](#) anglophone, en particulier du [Nigeria](#) et du [Ghana](#). Avec une population de 72 millions d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) de 28 milliards d'euros, l'organisation représentait environ 30 % de la population ou 33 % du PIB de [l'Afrique de l'Ouest](#) (Kohnert, 2005). L'objectif de l'UEMOA était de regrouper les ressources de [l'Afrique de l'Ouest francophone](#) au sein d'une organisation puissante adaptée aux besoins spécifiques de développement de la zone [franc CFA](#) et tenant ainsi compte des relations privilégiées qui s'étaient développées avec l'ancienne zone économique et monétaire de l'ère coloniale de la puissance française. Une coopération étroite avec le [FMI](#), la [Banque mondiale](#) et la [France](#), qui a dès le départ fourni à l'UEMOA des financements substantiels, devait assurer son succès. Cependant, les [États anglophones d'Afrique de l'Ouest](#) tels que le [Ghana](#) craignaient que cela n'intensifie la concurrence pour les futurs fonds et positions de pouvoir avec les autres États de la [CEDEAO](#) (Kohnert, 2005).

Le concept de la relation spéciale de la « [Francophonie](#) » a été inventé déjà en 1880 à l'époque de l'impérialisme européen en Afrique. Peu de temps avant la [conférence de Berlin](#) de 1885, il a jeté les bases de la division coloniale de l'Afrique lors de la ruée vers l'Afrique qui a suivi. Cependant, institutionnalisée et structurée, la représentation commune des intérêts des pays francophones n'est devenue que le 20 mars 1970 à [Niamey](#), dix ans après la fin officielle du colonialisme ([Francophonie](#), site officiel) (Kohnert, 2022).

[L'UEMOA](#) a été fondée à l'origine avec sept États membres, tous d'anciennes colonies françaises, à savoir le [Bénin](#), le [Burkina Faso](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Mali](#), le [Niger](#), le [Sénégal](#) et le [Togo](#). La [Guinée-Bissau](#), ancienne colonie portugaise, a rejoint l'organisation le 2 mai 1997 en tant que huitième (et seul non-francophone) membre. L'UEMOA est une union douanière et une union monétaire dominée par la [France](#). Ses prédécesseurs étaient la Communauté économique francophone de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), fondées en 1973/74. Bien que les chefs d'État concernés l'aient démenti dans leurs

<sup>2</sup> [Abdelghani Dahdouh](#), dessinateur marocain, publiant dans le quotidien marocain « Al-Massae ». Président de l'Association Marocaine des Dessinateurs de Bande Dessinée (AMC). © (tous droits réservés).Source: [peace.international.org](#) .

discours de tribune, les associations régionales des ex-colonies françaises se sont créées dès l'origine en concurrence avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ([CEDEAO](#)), fondée en 1975 par tous les États [d'Afrique de l'Ouest](#). Elle était dominée par l'Afrique de l'Ouest anglophone, en particulier le [Nigeria](#) et le [Ghana](#) (Kohnert, 2005). L'institutionnalisation de l'UEMOA a également été déclenchée par la dépréciation de 50 % du [franc CFA](#) en janvier 1994, qui a provoqué un tollé en [Afrique francophone](#) car imposée par [Paris](#). Les Africains concernés ont ressenti : « *Nous sommes tous dépréciés!* » (Kohnert, 1994).

L'UEMOA fait partie intégrante de la [zone franc](#) (créée en 1945), qui a servi de havre de stabilité monétaire et économique relative sur le continent africain en difficulté pendant plus de 70 ans. Il était directement arrimé au [franc français](#) (FF) puis à [l'euro](#) (depuis 1999) par le biais d'un accord budgétaire et de crédit. La parité du franc CFA est restée pratiquement inchangée de 1948 jusqu'à la dévaluation de 1994 (50 F CFA = 1 FF). L'accord a assuré la stabilité monétaire et une plus grande discipline budgétaire que dans les autres États africains, ainsi que des conditions préférentielles pour l'aide au développement.

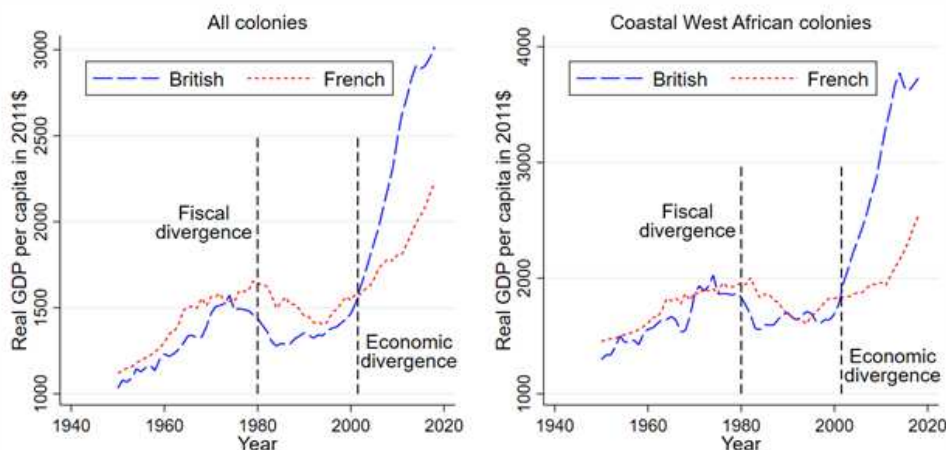
Cependant, la [zone franc](#) a également servi les intérêts particuliers de générations d'hommes d'affaires et d'hommes politiques français, les [Messieurs Afrique](#), et leurs partenaires juniors africains. [Paris](#) a effectivement installé et maintenu des gouvernements fantoches et des autocrates dans de nombreux pays [d'Afrique de l'Ouest](#) pendant des décennies, étouffant la dissidence à travers le continent. Son soutien à la dynastie [Gnassingbé](#) au [Togo](#), la dictature la plus ancienne au monde après la [Corée du Nord](#), en est un exemple frappant (Andjembe Etogho & Eben & Dalton, 2022; Kohnert, 2022e).

Les coûts ont été supportés par les contribuables français et européens et les pauvres des pays africains concernés. La [zone franc](#) était perçue comme un magasin libre-service pour l'élite francophone. Les entrepreneurs français de [Dakar](#) ou [d'Abidjan](#) admettaient volontiers que leurs marges bénéficiaires en Afrique étaient deux fois plus élevées que dans leur pays d'origine (Kohnert, 2005). Les prix des importations françaises en [Afrique subsaharienne](#) - imposés par l'aide liée et le favoritisme politique - ont longtemps été jusqu'à 30 % plus élevés que les prix du marché mondial pour des biens et services comparables. Les partenaires commerciaux et intellectuels africains impliqués dans la relation de mécénat, intéressés par des importations françaises, relativement bon marché et des voyages en France (en raison de la surévaluation du franc CFA), ne s'en sortent pas mal non plus (Kohnert, 2005). Bien que les présidents français aient annoncé à plusieurs reprises une rupture avec le système postcolonial du réseau ténébreux, informel et parfois même criminel de la « [Françafrique](#) », celui-ci est resté bien vivant (Borrel, 2021 ; Kohnert, 2022a).

Le prix de ces arrangements spéciaux était que Paris laissait ses politiques monétaires et fiscales être guidées principalement par ses propres intérêts commerciaux extérieurs (dictes du taux de change, des taux d'intérêt et de la masse monétaire de la France). Les décisions de politique monétaire intérieure de la [France](#) ont eu un plein impact sur les [pays CFA](#) (par exemple la dévaluation du FF en 1969) sans tenir compte de leurs besoins d'ajustement structurel. Cela a conduit à une appréciation du taux de change réel d'environ 40 % (1984-92) par rapport au [dollar américain](#), la principale devise sur les marchés mondiaux des matières premières, qui sont cruciales pour les exportations africaines, d'environ 40 % (1984-92). Longtemps, la France a résisté aux appels de la communauté internationale des bailleurs de fonds, menée par le [FMI](#), à dévaluer le franc CFA, en s'appuyant sur des « solutions internes » d'ajustement structurel, c'est-à-dire la déflation, la baisse des coûts de production et la restructuration du système financier. Dans le même temps, les intérêts économiques français en Afrique se sont considérablement affaiblis (Kohnert, 1994).

Néanmoins, la [Zone CFA](#) en général et l'[UEMOA](#) en particulier ont longtemps été considérées comme un cas modèle d'intégration économique et monétaire en Afrique, même si aucune de ces sous-zones ne répond aux critères classiques d'une zone monétaire optimale ([ZMO](#)) (Kohnert, 2005). Cependant, cette stabilité n'a pas eu d'impact positif sur la croissance économique. Il n'existe aucune preuve solide d'un impact positif direct de l'union économique sur la croissance économique dans la région de l'UEMOA, ni d'un impact positif via le développement financier (Ehigiamusoe & Lean, 2019).

**Graph 1:** Divergence à long terme de la croissance économique: Afrique de l'Ouest Anglophone et Francophone comparée, 1940 – 2020



Source: Ricart-Huguet, 2022

Au contraire, tous les indicateurs disponibles vont dans le sens contraire et montrent un décalage croissant, du moins des anciennes colonies françaises côtières [d'Afrique de l'Ouest](#), depuis les années 2000. Cependant, on peut soutenir que les taux de croissance plus élevés en [Afrique anglophone](#) au cours de la dernière décennie peuvent également indiquer une érosion de la persistance des investissements coloniaux. Par exemple, l'investissement public par habitant dans l'éducation et la santé a été plus élevé depuis l'indépendance en [Afrique francophone](#) (Ricart-Huguet, 2022).

En tout état de cause, les règles du [secteur informel](#), qui domine toujours les économies ouest-africaines, ont été au moins aussi importantes dans la structuration de la zone CFA que les institutions et les politiques du secteur économique formel, y compris ses institutions monétaires (Lavallée & Roubaud, 2018). Le coût de cette [recherche de rente](#) a été supporté non seulement par le Trésor français, qui garantit le rattachement, mais aussi par les contribuables français et européens, qui ont financé les renflouements et l'aide au développement, et finalement par les États membres et les classes sociales les plus pauvres (voir la [thèse du passager clandestin](#)). En 1998, la [Côte d'Ivoire](#), par exemple, rêvait même de rattraper son retard de développement comme les « États tigres » asiatiques. Cependant, la [crise ivoirienne de 1999](#) et la [deuxième guerre civile ivoirienne](#) (2011), ainsi que des crises externes telles que la crise financière et bancaire asiatique, ont considérablement refroidi ces espoirs. Ils ont montré à quel point la plupart des pays [d'Afrique de l'Ouest](#), dépendants des exportations de produits de base et de l'aide au développement, restent vulnérables aux chocs externes et aux conditions politiques intérieures incertaines (Kohnert, 2005).

## 2. La montée du sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest francophone

### Caricature 3: quand le sentiment anti-français sort de l'arrière-cour<sup>3</sup>



Source: © [Damien Glez](#), 28 mai 2022

Selon les médias, il existe un [sentiment anti-français](#) bien ancré en [Afrique de l'Ouest](#), ressenti par une majorité de la population qui rejette la présence française sous toutes ses formes, militaire, politique, économique et culturelle. De nombreux Africains, notamment dans la région du [Sahel](#), pensent que toute présence de troupes étrangères dans un pays aggrave la situation, car elle ne repousse pas les extrémistes, mais les attire en fait (Mules, 2019).

Mais la réalité est plus compliquée que cette simplification (Guiffard, 2023). En assimilant trop facilement les protestations contre les actions de la [France](#) en Afrique à des expressions de ressentiment, les élites françaises au pouvoir délégitiment tout mouvement de protestation africain qui critique la France. Les manifestants sont disqualifiés comme irrationnels, facilement manipulés et induits en erreur, que ce soit par la [Russie](#) ou la [Chine](#), et incapables de faire des choix rationnels (Condé & M'Bama, 2023). Mais il n'y a rien d'irrationnel à dénoncer, par exemple, le [discours de Nicolas Sarkozy de Dakar](#) en 2007, dans lequel il affirmait que « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire [...]. Jamais il ne s'élance vers l'avenir. ». Il en va de même pour la critique du [franc CFA](#) ou de l'inefficacité des opérations militaires françaises au Sahel contre le terrorisme islamiste ([Opération Barkhane](#), [Opération Serval](#)), avec des « dommages collatéraux » intolérables. Les attitudes paternalistes ainsi que la psychologisation des problèmes politiques et sociétaux servent à disqualifier les mouvements de protestation africains comme irrationnel (Condé & M'Bama, 2023).

Par ailleurs, le slogan « France, dégage » est devenu une nouvelle façon de légitimer le pouvoir politique et militaire en [Afrique francophone](#). C'est un terrain fertile pour les dirigeants qui n'ont pas l'autorité légale pour gagner une légitimité populaire. Mais il faut distinguer entre sentiment anti-français et présence militaire anti-française. Lorsque les [putschistes au Mali](#), au [Burkina Faso](#) ou au [Niger](#) attisent un sentiment anti-français, ils peuvent facilement nous empêcher non seulement de penser aux erreurs factuelles de la France, mais aussi de reconnaître les fautes des Africains (Sylvestre-Treiner, 2023).

<sup>3</sup> Lettrage : « est-ce le rouge du drapeau français ? ... Non, c'est le rouge du drapeau russe ... c'est le rouge des combattants de la liberté ... ». – « Comme une métastase au-delà des anciennes colonies françaises, des centaines de manifestants sud-africains ont exigé le départ d'une France « postcoloniale impérialiste » du continent africain. ... Après des manifestations contre la présence militaire française à Bamako, Ouagadougou, N'Djamena, puis une tentative avortée de « marche pacifique » depuis la base militaire française de Libreville, c'est Pretoria qui retentit de slogans tels que « France, dégage de Afrique », « Richesse de la France sur le dos des Africains », « Réparations des crimes coloniaux » ou certaines formulations plus fleuries comme « Va te faire foutre la France, va te faire foutre » d'une scène montée sur un camion ouvert... »--- © [Damien Glez](#), [Jeune Afrique](#), 28 May 2022.

#### Caricature 4: 'France, dégage !'- FrançAfrique<sup>4</sup>



Source: © Sébastien Marchal / *Survie*,  
*TV5-Monde* (2011)

La relation historique de la France avec [l'Afrique de l'Ouest](#) la place au premier rang des accusations des populations souffrant soit d'une grave détérioration de la sécurité, soit d'importantes inégalités économiques ou de développement. Les gens prennent conscience que la France reste en Afrique pour ses propres intérêts. Ils ont accusé la France d'encourager les groupes armés ciblant les Africains afin qu'ils puissent continuer à siphonner ses ressources, laissant les pays se vautrer dans une pauvreté croissante (Idris, 2023). Sa présence politique et économique centrale en fait un sac de frappe, car ses erreurs historiques le rendent vulnérable aux attaques, et ses opposants l'ont bien compris. Mais ce phénomène cache deux réalités importantes (Guiffard, 2023). Le passé colonial de la France en Afrique de l'Ouest comme première puissance impériale à côté de la [Grande-Bretagne](#) facilite son exploitation par des militants politiques, qui font de ce facteur colonial la seule explication des difficultés actuelles de nombreux pays africains, contribuant ainsi à attiser les tensions. Cela est dû aux principaux facteurs suivants (Guiffard, 2023):

D'abord, les réflexes politiques du réseau [Françafrique](#), dont un apparent « deux poids deux mesures » et un manque de cohérence entre le soutien aux régimes autocratiques et la promotion des valeurs occidentales de démocratie libérale et d'État de droit, qui sape la crédibilité française.

Deuxièmement, le discours dominant sur l'immigration dans la politique migratoire française et européenne et les débats politiques internes qu'il génère, y compris les restrictions de visas qui en résultent pour les Africains. Les débats animés en France, suivis de très près en [Afrique francophone](#), font naître le sentiment d'un [racisme](#) latent et envahissant (Guiffard, 2023).

Troisièmement, des sentiments anti-français ont également été provoqués par la baisse significative de [l'aide au développement](#). La coopération technique française est passée de près de 30 % à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dans les années 1970 par l'ensemble de l'[OCDE](#) à moins de 20 % dans les années 2000, surtout à partir des

---

<sup>4</sup> En plus de critiquer le réseau [Françafrique](#), la caricature évoque également les conséquences socio-psychologiques de l'impérialisme culturel français en Afrique, que déjà [Frantz Fanon](#) critiquait avec véhémence dans sa publication « [Peau noire, masques blancs](#) ».

années 1990. Ce recul de la France, de plus en plus remplacée par la [Chine](#), la [Russie](#) et la [Turquie](#), a également eu un impact sur la compréhension mutuelle. Apparemment, la langue commune ne pouvait à elle seule compenser cela. Cela était d'autant plus vrai au vu de l'arrogance notoire et de l'absence d'autocritique de nombreux experts français du développement. D'autres nations donatrices ont commis autant d'erreurs dans leur politique africaine, sans faire l'objet d'une telle remise en cause (Guiffard, 2023).

Quatrièmement, le [panafricanisme](#) instrumentalisé et manipulé. Les critiques les plus visibles et les plus dures de la politique française en Afrique ont été des militants publics, français et africains, qui épousent le panafricanisme, comme [Kemi Séba](#), [Nathalie Yamb](#), Franklin Nyamsi, Sylvain Afoua ou Maikoul Zodi (Guiffard, 2023). Ils représentaient un spectre assez diversifié d'activismes et de positions et n'étaient pas nécessairement liés les uns aux autres, même si certains d'entre eux coordonnaient leurs actions. Ils avaient des milliers de followers sur les réseaux sociaux et une présence régulière dans les émissions de télévision ouest-africaines. Ils sont loin d'être tous à l'instigation de la [Russie](#) et de ses mandataires, bien que l'instrumentalisation des erreurs occidentales par ces puissances révisionnistes ait été systématique. Le piège tendu à l'Occident par la [Russie](#) et la [Chine](#) était de masquer une confrontation idéologique dans une rationalité prétendument pragmatique qui ressemblerait à la [Realpolitik](#). L'exploitation des erreurs occidentales par ces puissances révisionnistes était systématique et se moquait de la cohérence (Guiffard, 2023). Ce serait aussi une erreur de penser qu'expliquer aux Africains qu'ils sont manipulés par les Russes y mettra fin. D'autant plus que l'interventionnisme n'a pas diminué, même si le nombre de soldats français a drastiquement chuté, passant de 30 000 au début des années 1960 à environ 6 100 aujourd'hui (Rédaction Africanews, 2023).

**Caricature 5:** « Crise de l'impérialisme français en Afrique et processus de fascisme en France »<sup>5</sup>



Source: © Lupo, Bouamama, 2021

<sup>5</sup> Caricature : « Est-ce l'intention que l'Afrique reçoive tous les soldats français du monde ? » - « Crise de l'impérialisme français en Afrique et processus de fascisme en France . »-- Source: © Lupo (2021): FrançAfrique. Caricatures politiques et sociales de Lupo, *wordpress*, 24 Février 2019 -- Bouamama, Saïd (2021): Crise de l'Impérialisme français en Afrique et processus de fascisation dans l'hexagone. CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, 15 Juin 2021.



L'ancien [panafricanisme](#) du Ghanéen [Kwame Nkrumah](#), du Sénégalais [Léopold Sédar Senghor](#) ou de l'Algérien [Frantz Fanon](#) avait été relancé ces dernières décennies à la lumière des nouvelles luttes politiques pour l'égalité entre les peuples et les races dans l'ancien et le nouveau monde. Un exemple marquant est le mouvement « [Black Lives Matter](#) » aux [États-Unis](#). Mais aussi des intellectuels africains comptaient parmi les plus féroces critiques, comme les historiens [Amzat Boukari-Yabara](#) et [Achille Mbembe](#), l'économiste [Felwine Sarr](#), et le Togolais [Kako Nubukpo](#), ancien fonctionnaire à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ([BCEAO](#)) et farouche critique du [franc CFA](#), ou encore l'écrivain [Léonora Miano](#), dont beaucoup étaient issus d'universités américaines. La jeunesse américaine d'ascendance africaine, mais aussi la jeunesse africaine, qui constitue la grande majorité de la population du continent, ont été réceptives à cette tentative de mobilisation des codes d'émancipation politique et culturelle (Guiffard, 2023). Ce renouveau a même été mobilisé positivement dans la pop culture, à l'instar du Sénégalais « [J'en ai marre](#) » créé par un groupe de rappeurs et de journalistes en 2011 au lendemain du printemps arabe pour dénoncer les dérives sociétales et les problèmes politiques au [Sénégal](#). Le mouvement a eu des effets d'entraînement sur l'ensemble de [l'Afrique subsaharienne](#) francophone (Kohnert, & Marfaing, 2019). Il a été inspiré par les héros de la lutte de libération anticoloniale ouest-africaine, notamment [Amilcar Cabral](#) de la [Guinée-Bissau](#) voisine, et le président burkinabé [Thomas Sankara](#), tous deux assassinés par leurs adversaires (Kohnert, 2022).

### 3. Quelle place pour le F CFA dans la monnaie commune ouest-africaine?

**Caricature 6:** *Le franc CFA : l'impérialisme monétaire français en Afrique ?* <sup>6</sup>



Source: © Antonio Medina

Comme indiqué ci-dessus, l'accord sur le [franc CFA](#) a complété la dépendance générale au [dollar américain](#) par la dépendance à [l'euro](#) et contraint les gouvernements à accumuler des réserves au lieu de les investir de manière productive. Au sein de la zone franc CFA, il a radicalisé les contraintes imposées à toutes les politiques des banques centrales et aux relations banques-entreprises en [Afrique francophone](#) et a rendu plus difficile la poursuite de stratégies de croissance axées sur le bien-être de la population au sens large. Il a rendu extrêmement improbable la création de crédits à des taux d'intérêt abordables pour l'ensemble de la population, a permis d'obtenir de beaux crédits bancaires et n'a pas soutenu les petites et moyennes entreprises (Koddenbrock & Sylla, 2019).

<sup>6</sup> © Antonio Medina via *The Corner EU* (<http://bit.ly/2slfjZu>), Blog Editor, London School of Economics (LSE), 12 Juillet 2017.

## Graph 2: Gagnants et perdants de l'arrangement CFA

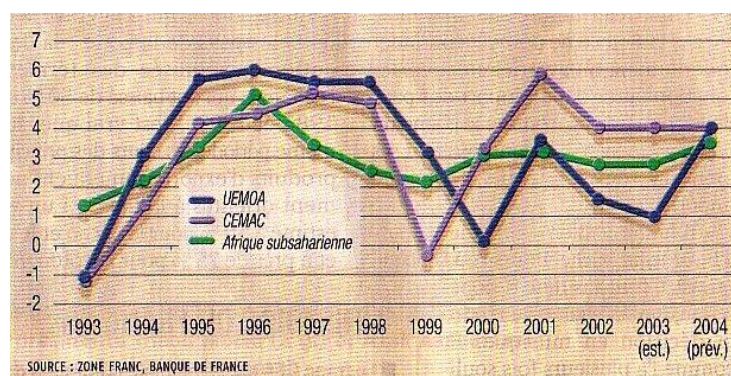
	Winners	Losers
Social status	<i>Upper middle class and upper classes (including central bank executives and rentier political elites)</i> Benefit from low inflation, a strong currency, the absence of exchange rate risk, and free transferability.	<i>Popular classes and unskilled workers, workers outside the modern sector, new jobseekers</i> Suffer consequences of deflationary policies: stagnant incomes and low net creation of decent jobs.
Enterprises	<i>Multinationals and other foreign companies</i> Benefit from low inflation (low wage costs), the absence of exchange rate risk, and free transferability.	<i>Local producers and local businesses</i> Suffer from a scarcity of bank credits and expensive bank interest rates as well as the anchoring to the euro.
Economic sectors	<i>Trade and other services</i> Benefit from low inflation and the euro peg (which makes imported products cheap relative to local products).	<i>Agriculture and industry</i> Suffer from a scarcity of bank credits and expensive bank interest rates as well as currency overvaluation because of the peg to the euro.
Foreign trade	<i>Importers</i> Benefit from the euro peg and the absence of exchange rate risk.	<i>Exporters of products other than primary products</i> Suffer from a scarcity of bank credits and expensive bank interest rates as well as the euro peg.
Financing relationships	<i>Banks in the franc zone</i> Benefit from a situation of oligopoly and high real interest rates.  <i>Financial markets and international banks</i> Benefit from high real interest rates (notably in a context of zero interest-rate policies in the Global North) and important volumes of illicit financial flows.	<i>Households, SMEs and states</i> Suffer from a scarcity of bank credits and expensive bank interest rates. States must rely on external funding to finance development/productive investment.  <i>States</i> Suffer from the volatility of foreign direct investment and high borrowing costs on international markets. In a context of zero interest-rate policies, states are issuing eurobonds at 6-7 percent while the real returns on their foreign exchange reserves are negative.

Source: Koddenbrock & Sylla, 2019

Les divergences structurelles croissantes entre l'[UEMOA](#) et la [CEMAC](#) entre 1993 et 2004 ont été accentuées par le développement des marchés pétroliers mondiaux, l'essor de la production en [Guinée-Équatoriale](#) et l'arrivée du [Tchad](#) dans le club des producteurs de pétrole (Kohnert, 2005a).

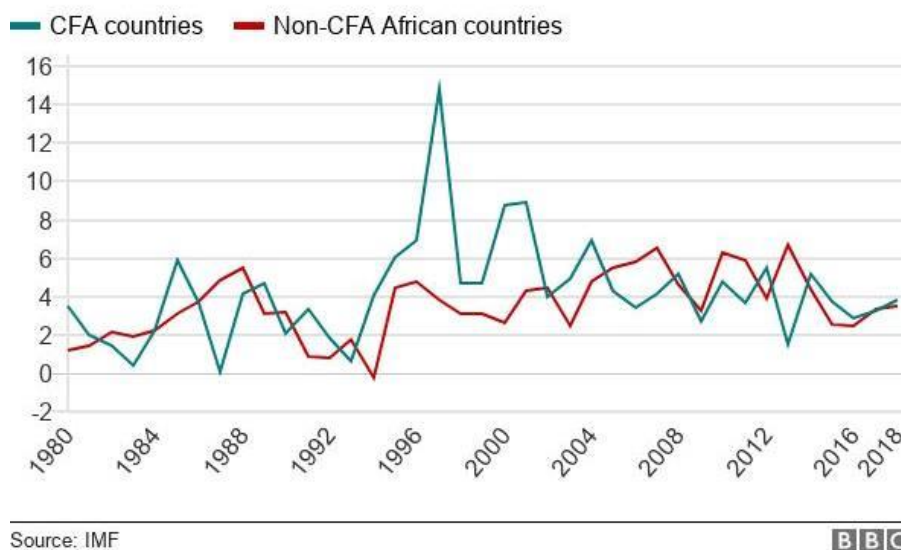
Quant à l'[UEMOA](#), il n'existe aucune preuve solide d'un impact positif direct de l'union économique sur la croissance économique dans la région, ni d'un impact positif de l'union économique sur la croissance économique à travers le développement financier (Ehigiamusoe & Lean, 2019).

**Graph 3:** Taux de croissance économique (% par an) dans les zones franc CFA de l'UEMOA, de la CEMAC et de l'Afrique subsaharienne, 1993 à 2004



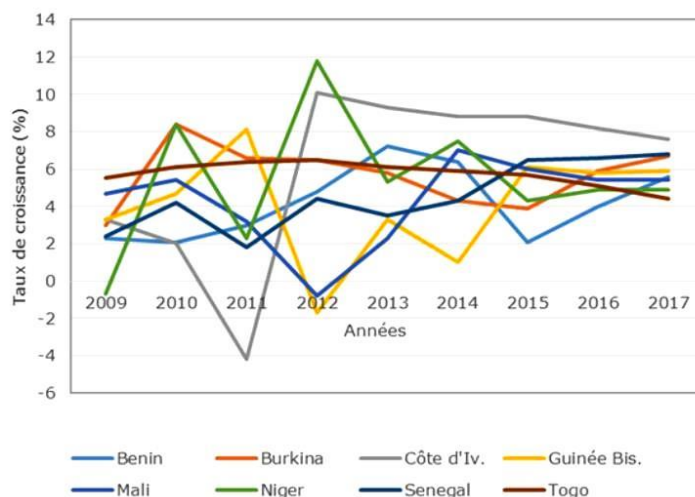
Source: *Jeune Afrique*, 4 Janvier 2004; Kohnert, 2005a

**Graph 4:** Comment les économies en francs CFA se sont-elles comportées par rapport au reste de l'Afrique ? (Croissance moyenne du PIB dans le temps, 1980 - 2018)



Pour contrer la dépendance postcoloniale, la Zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)) a été fondée en décembre 2000, pour créer une union monétaire et plus tard une monnaie commune, l'[éco](#), pour la [CEDEAO](#) afin de faciliter les échanges, de réduire les coûts de transaction et de faciliter les paiements entre les 385 millions d'habitants de la CEDEAO. Cependant, les critiques craignaient que le [Nigeria](#), la plus grande économie de la région, ne domine la politique monétaire et n'entrave les bénéfices escomptés. L'introduction a été retardée plusieurs fois (Kohnert, 2022). Déjà en juillet 2019, les dirigeants de la sous-région avaient adopté une proposition visant à introduire une monnaie unique, labellisée « éco », initialement restreinte à la Zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)), pour l'ensemble de la CEDEAO d'ici 2020. Dans la première phase, les pays anglophones à monnaie propre ([Gambie](#), [Ghana](#), [Nigeria](#), [Liberia](#) et [Sierra Leone](#)) et la [Guinée](#) francophone devaient lancer l'[éco](#). Dans un second temps, les huit pays membres de l'[UEMOA](#) qui ont en commun le [franc CFA](#) ([Côte d'Ivoire](#), [Sénégal](#), [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Togo](#), [Niger](#), [Bénin](#) et [Guinée-Bissau](#)) devraient emboîter le pas.

**Graph 5:** Convergence des taux de croissance du PIB réel des pays membres de l'UEMOA, 2009-2017



Cependant, en décembre 2019, les présidents français et ivoirien, [Emanuel Macron](#) et [Alassane Ouattara](#), ont déclaré de manière surprenante que les États membres (francophones) de l'[UEMOA](#) abandonneraient d'abord le franc CFA pour adopter *l'éco*, quels que soient les États membres anglophones de la [ZMAO](#), en transformant unilatéralement le franc CFA à *l'éco* d'ici 2020. Cela a provoqué une vive protestation de ces derniers, notamment du [Nigeria](#), de loin le plus grand des pays [d'Afrique de l'Ouest](#), car [Abuja](#) soupçonnait [Paris](#) de poursuivre sa politique africaine unilatérale et ses relations postcoloniales sous le déguisement de l'assistance à une monnaie ouest-africaine « indépendante ». En mai 2020, le Conseil des ministres français a adopté un projet de loi qui a préparé la voie à l'abandon du [franc CFA ouest-africain](#) pour *l'éco*. Le projet de loi doit encore être entériné par les parlements des États membres de l'[UEMOA](#) et de la France. De manière caractéristique, il n'a pas abordé l'un des aspects les plus controversés du CFA, à savoir le lien de la monnaie avec la politique monétaire de [Paris](#) et la parité fixe avec [l'euro](#). Ainsi, Paris a sapé les ambitions durables des États membres de la [ZMAO](#) avec sa politique de diviser pour mieux régner. En juin 2021, la [CEDEAO](#) a annoncé 2027 comme nouvelle date de lancement de *l'éco*. Il a également pris un certain nombre de mesures pour encourager l'adoption de *l'éco*, notamment la création d'une réserve monétaire commune, l'harmonisation des politiques économiques et financières et le renforcement de la surveillance financière. Cependant, de nouveaux retards sont probables en raison des répercussions de la [pandémie de COVID-19](#), des coups d'État dans les pays du [Sahel](#) et des menaces croissantes du [terrorisme islamiste](#) (Kohnert, 2022).

Les partisans du maintien des fonctions clé du franc CFA au sein de la zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)) ont suggéré que la monnaie pourrait être rattachée à plusieurs devises stables avec le potentiel d'accroître la stabilité relative, de restructurer les réserves obligatoires et de séparer l'[UEMOA](#) et la Communauté économique de l'Afrique centrale. membres ([CEMAC](#)) en [zones monétaires optimales](#) (Dzekashu, 2021). Ils affirment que le panier en question pour la ZMAO serait déterminé en fonction de la structure du commerce extérieur des pays membres africains, dont le [Nigeria](#) et le [Ghana](#). Cette option aurait l'avantage de s'assurer que toutes les devises du panier ne fluctuent pas dans le même sens et au même moment, se compensant ainsi et assurant la stabilité du taux de change autour de sa tendance de long terme (Avom & Noumba, 2019). Cependant, les zones CFA et CMA sont des exemples frappants de la valeur pratique limitée des modèles économiques abstraits, comme celui des zones monétaires optimales (ZMO), dans le contexte africain. Les principales déficiences structurelles au sein et entre les États membres de chaque zone ne peuvent être résolues par la coordination monétaire. Elles nécessitent des solutions politiques et économiques durables, adaptées aux besoins spécifiques de chacun de ses membres, et visant l'appropriation des mesures et instruments par chaque pays et/ou sous-zone concernée (Kohnert, 2005a).

Mais le fossé entre les pays anglophones et francophones d'Afrique de l'Ouest sur une monnaie commune au sein de la [ZMAO](#) demeure. Des auteurs nigériens, par exemple, ont proposé le [naira](#) nigérien comme monnaie d'ancrage. Ils soutiennent que le *naira* est un meilleur point d'ancrage pour la monnaie commune proposée de [l'Afrique de l'Ouest](#) que le [franc CFA](#), car le ratio de réserve du *naira* a toujours été supérieur à celui du franc CFA, et prétendument le *naira* a mieux performé, même en sa période la moins performante que le franc CFA dans sa période la plus performante (Akume & Isik & Oduh, 2021).

Mais tout cela ressemble à un vœu pieux. La mauvaise gouvernance persistante, en particulier dans les pays sahéliens de la région, remet en question la résilience d'un tel régime de taux de change de la [ZMAO](#) aux chocs externes dans un avenir prévisible. La nouvelle *éco*-zone de l'[UEMOA](#) a été annoncée par des dirigeants français et africains anxieux comme un tremplin

vers une monnaie commune ouest-africaine et une plus grande indépendance économique et politique dans l'intérêt de l'intégration régionale. En réalité, cependant, cela ressemblait davantage au conte de fées des nouveaux vêtements de l'empereur, déclenché par la hausse des coûts de garantie de l'ancrage du CFA à l'euro et l'impact du [Brexit](#) sur l'Afrique. La position de [Paris](#) en tant que courtier du pouvoir dans un système politique postcolonial au profit des élites françaises et africaines sera renforcée par l'impact du Brexit, aux dépens des Africains pauvres et des contribuables français et européens. Le clivage entre l'Afrique de l'Ouest francophone et anglophone sera plutôt renforcé, et les tentatives africaines renouvelées d'intégration régionale seront anéanties.

#### 4. La fracture anglophone - francophone en Afrique de l'Ouest persiste, affectant la survie de l'UEMOA

**Caricature 7: Coup d'Etat militaire au Niger...**  
*Les chaînes françaises remplacées par des chaînes russes ?*



Source: © [Rahma Cartoons](#), 31 Juillet 2023, *cartoon-movement*

Contrairement à la croyance populaire, la [francophonie](#) est surtout une question de politique et seulement en partie de langue et de culture commune. Les [pays francophones d'Afrique de l'Ouest](#) ne sont pas francophones parce que leur population parle majoritairement le français, mais parce qu'ils partagent l'héritage commun du (post-)colonialisme français. Au [Sénégal](#), par exemple, seule une minorité, estimée entre 10 % et 24 %, sont des Africains qui parlent français (McLaughlin, 2008). La [Côte d'Ivoire](#) se classe quatrième sur la liste des pays francophones d'Afrique (devant le Sénégal, qui se classe 8e; Admin, 2023). Les estimations de la population de Côte d'Ivoire parlant français varient entre 23 % et 34 %. On les trouve principalement dans les centres urbains et parmi les classes les plus éduquées. La plupart préfèrent parler le français [pidgin](#) ou « [petit nègre](#) », un terme et une langue désormais largement perçus comme racistes. De tous les Ivoiriens qui parlent français, 77,8 % appartiennent à la tranche d'âge des 25-34 ans, d'où sont issus la plupart des manifestants (Wiki user, 2022).

L'Afrique est aujourd'hui la partie la plus importante de la [Francophonie](#). En 2010, la moitié des francophones du monde vivaient en Afrique. Il est prévu que d'ici 2060, près de 84 % de la population francophone vivra en Afrique. Le français est une langue officielle ou co-officielle avec d'autres langues dans 21 pays africains, tous en [Afrique subsaharienne](#) (ASS). Depuis la fin du colonialisme et de la politique de la [guerre froide](#), les changements dans la francophonie ont été largement motivés par des facteurs externes, tels que la volonté de

combattre l'hégémonie culturelle anglo-américaine. Comme indiqué ci-dessus, la Francophonie est principalement dirigée par l'élite francophone au pouvoir en France et en Afrique, et le célèbre réseau de patronage de la [Françafrique](#). Tous deux propagent l'universalité de la langue française, y compris le français pidgin, la culture et le mode de vie, et l'instrumentalisent à leurs propres fins politiques et économiques (Kohnert, 2022).

Dans de nombreux récits de l'héritage colonial en Afrique subsaharienne, une distinction est faite entre « l'administration coloniales indirecte » dans les colonies anglaises et « l'administration directe » en [Afrique francophone](#). Cependant, [Mahmood Mamdani](#) a montré qu'une telle distinction obscurcit largement le fait que les deux étaient en fait des variantes du [despotisme](#) (Mamdani, 1996). En donnant à la culture un penchant autoritaire, l'administration indirecte (despotisme décentralisé) a donné le ton à l'Afrique. Les Français ont ensuite emboîté le pas, passant également de l'administration directe à l'administration indirecte. Ces différences institutionnelles et administratives ont contribué à fragmenter la résistance et à jouer la réforme dans un secteur contre la répression dans l'autre (Mamdani, 1996).

Les héritages coloniaux sont toujours bien vivants, mais les sujets de la domination (post)coloniale, tout en acceptant et intériorisant largement les normes de l'identité étatique, ont conservé leurs bases indigènes de culture, d'association et de comportement africains qui continuent de définir leur autonomie et, d'une certaine manière, savent la souveraineté de l'État (Miles, 2015; Kohnert, 2009). La convergence politique entre l'Afrique de l'Ouest anglophone et francophone a été très limitée et, dans la pratique, il s'agissait souvent davantage d'une division du travail, chaque pays prenant la tête de ses anciennes colonies. La [Grande-Bretagne](#) et la [France](#) ont traditionnellement agi de manière indépendante, entretenant des relations bilatérales avec des pays dans leurs sphères d'influence postcoloniales largement exclusives (Chafer, 2013).

Le [nouveau nationalisme](#) en [Afrique de l'Ouest](#) et ailleurs présente des différences remarquables tant dans ses racines que dans son impact, par rapport à celui des mouvements d'indépendance nationale du début des années 1960. Contrairement au « premier » [nationalisme](#), le « second » est moins enclin à inclure, tendant plutôt à exclure les populations. L'aliénation, la [xénophobie](#) et son instrumentalisation politique sont ses fléaux. Le nouveau nationalisme a été façonné de manière décisive par les conséquences de la [mondialisation](#) et par le clivage croissant entre les pauvres et les riches. De nos jours, les structures du nationalisme et des États-nations diffèrent plus que par le passé. Souvent, le nouveau nationalisme s'enracine dans des mouvements populaires populistes qui ne partagent pas nécessairement les mêmes intérêts que la classe dirigeante ou l'État. D'où son extraordinaire ambiguïté et son éclat politique et social (Kohnert, 2009). Depuis l'époque coloniale, la fierté nationale et l'exclusion des « étrangers » sont étroitement liées en [ASS](#), conduisant à la xénophobie et, dans les cas extrêmes, à la guerre civile. La [guerre du Biafra](#) (1967-1970) et la première (2002-2007) et [deuxième guerres civiles ivoiriennes](#) (2011) en sont de tristes exemples. La violence xénophobe s'est considérablement intensifiée depuis l'indépendance. La philosophie d'inspiration théologique [d'Ubuntu](#), c'est-à-dire le langage du multiculturalisme, qui propageait un nationalisme culturel visant à la solidarité de groupe (pan-)africaine, représentait un autre extrême. Dans un processus dialectique, il peut même avoir favorisé la xénophobie à long terme. Par ses visions idéalistes et son occultation de véritables barrières de classe, il a ensuite contribué à la grande désillusion des pauvres et des marginalisés, pris dans la chasse aux sorcières contre les migrants. Au moins, [Achille Mbembe](#) (2001) et d'autres représentants des approches postcoloniales mettent en garde contre les dangers d'un « nationalisme culturel », encore profondément enraciné dans les traditions intellectuelles illusionnistes de l'élite africaine des années 1960 et 1970, et reflété

par la [Renaissance africaine](#) politique promue par [Thabo Mbeki](#) à la fin des années 1990. Les excès xénophobes violents tels que ceux de la « [nation arc-en-ciel](#) » [d'Afrique du Sud](#) peuvent être le signe avant-coureur de tendances similaires dans d'autres parties de l'Afrique et au-delà (Kohnert, 2009).

## 5. Conclusion

### Caricature 8: Mali, Guinea, Burkina Faso, Niger:

*Le coup d'État a-t-il des connotations « anti-françaises » ou « pro-russes » ?*



Source: © Damien Glez, [The AfricaReport](#), 5 Octobre 2022

Bien que les États membres de l'[UEMOA](#) soient encore plus ou moins dépendants de l'aide extérieure, le [nouveau nationalisme](#) qui s'est développé depuis la décolonisation de [l'Afrique subsaharienne](#) est si profondément enraciné que leurs populations, y compris leurs élites politiques et militaires, ont une véritable autonomisation d'intérêt à maintenir l'organisation. De toute évidence, l'union continue de servir au moins d'alliance de complaisance pour les pays francophones [d'Afrique de l'Ouest](#) face aux États anglophones concurrents de la [CEDEAO](#). La [francophonie](#) sert, le cas échéant, principalement de couverture aux revendications de pouvoir des élites politiques, économiques et militaires concurrentes dans ces pays. Même si le rôle de premier plan de la [France](#) au sein de l'UEMOA a été remis en question par des campagnes politiques anti-françaises croissantes, il existe d'autres acteurs mondiaux qui seraient plus qu'heureux de remplir ce rôle, notamment la [Russie](#) et la [Chine](#). L'UEMOA ne serait pas ébranlée dans ses fondements. Comme indiqué ci-dessus, l'étroite coopération entre le président ivoirien [Alassane Ouattara](#) ainsi que d'autres chefs d'État de l'UEMOA et le président français [Emmanuel Macron](#) dans l'affirmation tactique des intérêts francophones sur la question du remplacement du [franc CFA](#) par la monnaie commune ouest-africaine, [l'eco](#), a démontré que les partenaires africains sont également prêts à affirmer impitoyablement leurs intérêts au sein de la [CEDEAO](#). Cette [realpolitik machiavélique](#) offre peu d'espoir que le fossé entre les États membres francophones et anglophones de la CEDEAO se réduise de si tôt. Les longues ombres de l'héritage colonial, y compris la politique de puissance postcoloniale de [Paris](#) et de [Londres](#), contribuent à perpétuer ce clivage.

Dans une perspective postcoloniale, la transition de la démocratie à des régimes autocratiques militaires au [Mali](#), au [Burkina Faso](#), en [Guinée](#) et au [Niger](#) a démontré la confiance en soi de la nouvelle élite au pouvoir (Daffé, 2023). Elle a été déclenchée par un rejet véhément du cadre colonial dans les politiques étrangères des pays concernés, non seulement par les militaires, mais aussi par de larges pans de la population, y compris les jeunes, qui n'avaient aucune perspective de gagner leur vie dans leur propre pays, et étaient donc de plus en plus enclins à migrer vers l'Europe.

## Bibliographie :

- Admin** (2023): [List of French-speaking countries in Africa](#). *Frenchside*, Language Service Provider, Cape Town, 8 March 2023
- Andjembe Etogho**, Elvine **Belinda** & Sphynx Egbe-Mbah **Eben** & Amy L. **Dalton** (2022) : French neo-colonialism in Africa: Historical overview and summary of current events. *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 81 (5), pp. 829-849
- Akume**, M. A. & A. Isik & M.O. Oduh (2021): [Internationalisation of the naira, institutional reforms, and a common currency for the ECOWAS](#). *Journal of African Studies and Development*, vol. 13(4), pp. 89-105
- Amouzou**, Mehenou (2017): [Comment la prochaine élection présidentielle française peut-elle modifier les relations France-Afrique?](#) *27Avril.com*, Lomé, 16 February 2017
- Avom**, Désiré & Issidor **Noumba** (2019): [La résilience de la zone Franc à l'épreuve des critiques persistantes](#). *Interventions Économiques*, No. 61, 2019, pp. 1-25
- Blog Editor** (2017): [The CFA Franc: French Monetary Imperialism in Africa](#). LSE, 12 July 2017
- Borrel**, Thomas et al (eds.)(2021) : [L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique](#). Paris : Seuil
- Bouamama**, Saïd (2021): [Crise de l'Impérialisme français en Afrique et processus de fascisation dans l'hexagone](#). CADTM, *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*, 15 June 2021
- Chafer**, Tony (2013) [The UK and France in West Africa: Toward convergence?](#) *African Security*, vol. 6 (3-4), pp. 234-256
- Condé**, Fassou David & Dimitri **M'Bama** (2023): [Derrière l'expression « sentiment anti-français », le mépris des élites de l'Hexagone](#). *Jeune Afrique*, 25 March 2023
- Daffé**, Keba (2023): [How a military coup led to African agency: An analysis of Mali's foreign policy changes under competitive authoritarian rule](#). Utrecht University, M.A. thesis, 51 p.
- Dewast**, Louise (2019): [West Africa's eco: What difference would a single currency make?](#) BBC, 6 July 2019
- Dzekashu**, William G. (2021): [French economic and monetary policies in Francophone Africa: A barrier to economic development in the Central and West African Monetary Zones](#). *Archives of Business Research*, vol. 9(11), pp. 51-68
- Ehigiamusoe**, K. U., & H. H. **Lean** (2019): [Economic Union, finance and growth: A prognosis in West Africa](#). *African Development Review*, 31(4), 434-447
- Guiffard**, Jonathan (2023): [Le sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest, reflet de la confrontation autoritaire contre "l'Occident collectif"](#). *Institut Montaigne*, 11 January 2023, pp. 1-7
- Idris**, Mazhun (2023): [Niger's coup: Is France's time up in West Africa?](#) *TRT Afrika*, 9 August 2023
- Koddenbrock**, Kai; Sylla, **Ndongo Samba** (2019): [Towards a political economy of monetary dependency: The case of the CFA franc in West Africa](#). *MaxPo Discussion Paper*, No. 19/2, Max Planck Sciences Po Center on Coping with Instability in Market Societies (MaxPo), Paris, pp. 1-39
- Kohnert**, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): [Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics](#). MPRA WP, No. 92739; SSRN WPS: 3350710
- Kohnert**, Dirk (1994): ["Wir sind alle abgewertet ! Zur Anpassungskrise von Währung, Wirtschaft und Gesellschaft in der CFA-Zone"](#), in: *Institut für Afrika-Kunde / Hofmeier, R. (eds.), "Afrika-Jahrbuch - 1993"*, Leske u. Budrich, Opladen, 1994, pp. 35 – 45
- Kohnert**, Dirk (2005): [Die UEMOA und die CFA-Zone. Eine neue Kooperations-Kultur im frankophonen Afrika?](#) In: Nabers, Dirk / Ufen Andreas (eds.)(2005): *Regionale Integration – Neue Dynamiken in Afrika, Asien und Lateinamerika*. Schriften des Deutschen Übersee-Instituts, Nr. 65, Hamburg, DÜI, 2005, pp.115-136
- Kohnert**, Dirk (2005a): [Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions](#). In: Fritz, Barbara /



- Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187
- Kohnert**, Dirk (2009): [New nationalism and development in Africa - review article](#). *Africa Spectrum*, vol. 44 (2009) 1: 111-123
- Kohnert**, Dirk (2022): [Francophonie in sub-Saharan Africa: Post-colonial dependence or self-determination?](#) [MPRA WP No. 115625](#)
- Kohnert**, Dirk (2022a): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest?](#) [MPRA paper 112024](#), [SSRN WP 4037625](#)
- Kohnert**, Dirk (2022b): [The impact of Russian presence in Africa](#). [MPRA paper](#), No. 112564
- Kohnert**, Dirk (2022c): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). [SSRN No. 4122565](#)
- Kohnert**, Dirk (2022d): [‘Enlightened’ West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal](#). [MPRA WP](#), No. 114934
- Kohnert**, Dirk (2022e): [‘Enlightened’ West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal](#). [MPRA WP](#), No. 114934
- Lavallée**, Emmanuelle & François **Roubaud** (2018): [Corruption in the Informal Sector: Evidence from West Africa](#). *The Journal of Development Studies*, vol. 55 (6), pp. 1067-1080
- Lupo** (201): [FrançAfrique](#). Caricatures politiques et sociales de Lupo, *wordpress*, 24 February 2019
- McLaughlin**, Fiona (2008): [Senegal: The emergence of a national lingua franca](#). In: Andrew Simpson (ed.): *Language and national identity in Africa*, Oxford University Press, pp. 79-97
- Mamdani**, Mahmood (1996): [Citizen and subject: Contemporary Africa and the legacy of late colonialism](#). Princeton, N.J.: Princeton University Press. 384 p.
- Mbembe**, Achille (2001): [On the Postcolony](#). University of California Press, 288 p.
- Miles**, W. (2015): [Postcolonial borderland legacies of Anglo–French partition in West Africa](#). *African Studies Review*, vol. 58(3), pp. 191-213
- Mules**, Ineke (2019): [Why is anti-French sentiment on the rise in West Africa?](#) *Deutsche Welle (DW)*, 12 August 2019
- Rédaction Africanews** (2023): [Is anti-French sentiment prevailing in Francophone Africa?](#) *africanews*, 5 June 2023
- Ricart-Huguet**, Joan (2022): [Why colonial investments persist more in Francophone than Anglophone Africa](#). London: London School of Economics (LSE), 25 January 2022
- Sylvestre-Treiner**, Anna (2023): [Niger: Coup leaders who stir up anti-French sentiment in the Sahel distract from France's real mistakes](#). *Le Monde*, 4 August 2023
- TV5-Monde** (2011) : [Côte d'Ivoire : le sentiment anti Françafricain monte sur le web](#). *TV5-Monde*, 6 January 2011
- Wiki user** (2022): [What percent speak french in ivory coast?](#) *Answers.com*, 11 February 2022

**Abstract:** *[Will the UEMOA survive the rise of anti-French sentiment in West Africa?]* - The West African Economic and Monetary Union (UEMOA) was established by France to counteract the dominance of Anglophone countries in West Africa, particularly Nigeria and Ghana, over Francophone West Africa. Francophonie in French West Africa is mainly driven by a power elite, the 'Pré Quarré' in both France and Africa. The notorious Françafrique network determined the fate of the region for decades. This provoked a growing anti-French sentiment, which focused on three points. First, development policy; second, the currency; and third, the military. France was the only western country to maintain a significant military presence in the Sahel. While the number of French troops has fallen drastically from 30,000 in the early 1960s to around 6,100 today, political and military interventionism has not abated. But, after so many years of failed military efforts against terrorism in the region, citizens became increasingly suspicious of France's motives for being there. However, a clear distinction must be made between anti-French sentiment and anti-French military presence. Many believe that any presence of foreign troops in the Sahel makes the situation worse by attracting rather than repelling extremists. Yet, this view obscures two important realities. First, the development of a broader authoritarian movement, driven in part by Russia, that challenges democracy and its proponents. The local population makes France the scapegoat for the worsening of their situation on the ground. Its political leaders are capitalizing on hostility to the colonial legacy, including the CFA franc and military cooperation. This is fertile ground for insurgent military officials, who have no legal legitimacy but a thirst for authenticity. The slogan 'France, get out' has become a new means of legitimizing political and military power in French-speaking Africa. However, for some autocrats it is also used as a welcome distraction from acknowledging their own responsibility for the predicament. Africans are becoming increasingly aware that France is staying in Africa for its own interests. But anti-French is not necessarily pro-coup. The axis of young, fiery military leaders, seeking legitimacy from their terrorized compatriots, exploited all sorts of populist sentiments, from Africanism to the quest for economic independence. They accused Paris of supporting the terrorists who are targeting the local population so that France can continue siphoning off their resources and thereby sinking the country into increasing poverty. It would be a mistake to think that making it clear to Africans that they are being manipulated by the Russians would end the whole thing. Nevertheless, the African heavyweights of UEMOA, Côte d'Ivoire and Senegal, as well as the other member states, will keep the Union together out of self-interest, albeit on fairer terms. The African public is - understandably - extremely sensitive to being treated as equals. They don't want to be lectured to or made fun of.

**Zusammenfassung:** *[Wird die UEMOA die Zunahme antifranzösischer Stimmung in Westafrika überleben?]* - Die Westafrikanische Wirtschafts- und Währungsunion (UEMOA) wurde von Frankreich gegründet, um der Dominanz anglophoner Länder in Westafrika, insbesondere Nigeria und Ghana, über das französischsprachige Westafrika entgegenzuwirken. Die Frankophonie in Französisch-Westafrika wird hauptsächlich von einer Machtelite vorangetrieben, dem 'Pré Quarré' in Frankreich und Afrika. Das berühmte Françafrique-Netzwerk bestimmte jahrzehntelang die Geschehnisse der Region. Dies löste eine wachsende antifranzösische Stimmung aus, die sich auf drei Punkte konzentrierte. Erstens, die Entwicklungspolitik; zweitens, die Währung; und drittens, das Militär. Frankreich war das einzige westliche Land, das eine bedeutende militärische Präsenz in der Sahelzone aufrecht erhielt. Während die Zahl der französischen Truppen von 30.000 in den frühen 1960er Jahren drastisch auf heute etwa 6.100 gesunken ist, hat der politische und militärische Interventionismus nicht nachgelassen. Doch nach so vielen Jahren gescheiterter militärischer Bemühungen gegen den Terrorismus in der Region wurden die Bürger zunehmend misstrauisch gegenüber den Motiven Frankreichs für seinen Aufenthalt dort. Es muss jedoch klar zwischen antifranzösischer Stimmung und antifranzösischer Militärpräsenz unterschieden werden. Viele glauben, dass jede Präsenz ausländischer Truppen in der Sahelzone die Situation verschlimmert, indem sie Extremisten anzieht und nicht abwehrt. Diese Sichtweise verdeckt jedoch zwei wichtige Realitäten. Erstens die Entwicklung einer breiteren autoritären Bewegung, die teilweise von Russland vorangetrieben wird und die Demokratie und ihre Befürworter herausfordert. Die lokale Bevölkerung macht Frankreich zum Sündenbock für die Verschlechterung ihrer Lage vor Ort. Seine politischen Führer nutzen die Feindseligkeit gegenüber dem kolonialen Erbe, einschließlich des CFA-Franc, und der militärischen Zusammenarbeit. Dies ist ein fruchtbarer Boden für rebellierende Militärs, die keine rechtliche Legitimität, dafür aber nach Authentizität dürsten. Der Slogan „Frankreich, raus“ ist zu einem neuen Mittel der Legitimierung politischer und militärischer Macht im frankophonen Afrika geworden. Für einige Autokraten dient es jedoch auch als willkommene Ablenkung von der Anerkennung ihrer eigenen Verantwortung für die missliche Lage. Den Afrikanern wird zunehmend bewusst, dass Frankreich aus eigenen Interessen in Afrika bleibt. Aber Anti-Französisch ist nicht unbedingt Pro-Putsch. Die Achse der jungen, heißspornigen Militärführer, die von ihren terrorisierten Landsleuten Legitimität suchen, nützte alle möglichen populistischen Gefühle aus, vom Afrikanismus bis zum Streben nach wirtschaftlicher Unabhängigkeit. Sie warfen Paris vor, die Terroristen zu unterstützen, die es auf die lokale Bevölkerung abgesehen haben, damit Frankreich weiterhin ihre Ressourcen abschöpfen und das Land dadurch in zunehmende Armut stürzen kann. Es wäre ein Fehler zu glauben, dass die ganze Sache zu Ende wäre, wenn den Afrikanern klar gemacht würde, dass sie von den Russen manipuliert werden. Dennoch werden die afrikanischen Schwergewichte UEMOA, Côte d'Ivoire und Senegal sowie die anderen Mitgliedstaaten die Union aus Eigeninteresse zusammenhalten, wenn auch zu faireren Bedingungen. Die afrikanische öffentliche Meinung reagiert verständlicherweise äußerst empfindlich darauf, gleichberechtigt behandelt zu werden. Sie wollen nicht belehrt oder ausgelacht werden.